Grief

notre pays que nous veillions jalousement à l'application de cette très importante politique dont le principe a l'appui de tous les partis. La difficulté ne réside pas dans la politique elle-même, mais dans sa mise en œuvre pratique au sein de la Fonction publique. J'espère sincèrement que le président du Conseil Privé (M. Sharp) étudiera la situation et consultera le président du Conseil du Trésor (M. Chrétien) à ce sujet, afin de s'assurer que les employés occasionnels ne se voient pas refuser le droit de travailler dans la Fonction publique de leur propre pays. Cet aspect me préoccupe.

● (2150)

Permettez-moi de répéter ma requête: Je demande au président du Conseil du Trésor de consulter ses collègues et de voir si cette injustice—possible dans certains cas mais réelle dans d'autres—ne peut être corrigée. Ce décret injuste peut sûrement être révoqué aussi facilement qu'il a été tout d'abord adopté. Nous pouvons certainement aider de cette façon les citoyens qui désirent travailler dans la Fonction publique de notre pays.

[Français]

M. Pierre De Bané (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Sur le même sujet, madame le président, je pense que l'honorable député qui m'a précédé devrait quand même expliquer que les principaux griefs appartiennent quand même à la collectivité francophone. Si nous examinons les postes dans la Fonction publique fédérale, nous constaterons que la grande majorité ont été classifiés comme étant unilingues anglais, et dans une proportion bien supérieure au pourcentage que représente la population anglophone, et réciproquement, en ce qui touche aux francophones qui représentent plus de 30 p. 100 ou presque 30 p. 100 de la population canadienne, il n'y a pas 30 p. 100 des postes dans la Fonction publique qui soient désignés comme étant unilingues français.

Je voudrais aussi rappeler à l'honorable député qu'en vertu des statistiques que nous a présentées la Commission de la Fonction publique, et cela depuis de nombreuses années, ce sont les francophones qui sont sous-représentés dans la Fonction publique fédérale, et à tous les niveaux dans tous les ministères, et à chaque niveau dans chaque ministère. Et lorsque l'honorable député parle de discrimination, je voudrais lui rappeler qu'encore aujourd'hui la langue de travail, dans la plupart des ministères, des agences et des institutions du gouvernement fédéral, la langue de travail est l'anglais et l'anglais exclusivement, et s'il y a un groupe contre lequel la politique actuelle du gouvernement est discriminatoire, c'est bien celui des francophones. Je suis bien d'accord avec l'honorable député sur le fait qu'il ne faut pas considérer le passé.

[Traduction]

Oublions le passé et regardons vers l'avenir. J'étais heureux d'entendre le député approuver le principe de la politique. Il est encourageant de noter que la plupart des députés appuient la politique qui peut s'exprimer d'une autre façon. C'est une politique d'unité nationale. Quant à moi, le bilinguisme est un moyen de réaliser et de renforcer l'unité nationale, de garantir que tous les Canadiens se sentent chez eux au Canada, qu'ils aient tous le sentiment que le gouvernement central les représente, que tout le pays leur appartient, et qu'ils n'aient pas besoin de se retrancher dans une seule province.

Il faudrait examiner le programme sous tous ses aspects. Habituellement, après qu'une personne a été engagée temporairement dans la Fonction publique, elle finit par y

[M. Baker (Grenville-Carleton).]

obtenir un emploi permanent. Une fois qu'elle a réussi le concours, les connaissances et l'expérience qu'elle acquiert dans son emploi temporaire lui sont profitables, de sorte que ses chances d'occuper l'emploi en permanence sont bonnes.

[Français]

Je pense, madame le président, que, en gros, la mise en œuvre de cette politique peut causer des problèmes, mais à mon avis, nous devons admettre que, l'un dans l'autre, c'est surtout la collectivité francophone qui a le droit de se plaindre. D'ailleurs, le rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme aussi bien que les rapports annuels du Commissaire aux langues officielles, lequel incidemment fait un travail admirable, démontrent abondamment que c'est bien envers la collectivité francophone que la présente politique est discriminatoire.

[Traduction]

M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest): Madame l'Orateur, le député a soulevé une question qui est une source de préoccupation dans la région de la capitale nationale. Je crois qu'elle concerne les employés temporaires embauchés à des postes de surveillance. Les employés embauchés à des postes temporaires de surveillance sont, d'après une récente décision du Conseil du Trésor, tenus d'être bilingues. Les employés dont le député a parlé, les employés de surveillance au ministère du Revenu national qui ont été, dans bien des cas, rappelés chaque année pour exercer des fonctions temporaires de surveillance liées à la préparation des déclarations d'impôt sur le revenu, constituent un cas spécial. Cette affaire a été portée à l'attention du ministre et du Conseil du Trésor. Comme l'a fait remarquer le député qui a exposé le grief, on a décrété que ces employés temporaires seraient exemptés des exigences de la politique. J'ai soulevé cette question auprès du président du Conseil du Trésor et d'autres hauts fonctionnaires, et l'on effectue présentement dans la région de la capitale nationale une étude portant sur d'autres employés exerçant des fonctions similaires.

Cette situation est injuste à divers titres, et elle empêche notamment ces employés d'avoir la priorité aux cours de langue. Ils ne sont pas admis à ces cours, bien que souvent ils reviennent faire tous les ans le même genre de travail, depuis quinze ou vingt ans. Ils ont des emplois temporaires d'une durée inférieure à l'année complète, ce qui les empêche d'être titularisés. En raison du manque de place dans les écoles de langue, et parce que ce personnel constitue un cas à part, le Conseil du Trésor se penche actuellement sur la question. Je suis persuadé que le député, comme ses collègues qui représentent la région de la capitale nationale, voudra bien attendre que des modifications de politique interviennent et que des mesures soient prises pour régler ce cas particulier.

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office, en conformité de l'article 40 du Règlement.